

**Hélène Michel (dir.)**

## **Lobbyistes et lobbying de l'Union Européenne**

Presses Universitaires de Strasbourg, 2006. 352 pages, 24 euros

De ce livre consacré aux travaux d'un colloque de juin 2004 à l'IEP de Strasbourg, nous retiendrons la contribution très intéressante de Benoît Verrier : « La formation à l'Europe des syndicalistes de la CFDT. Apprentissages européens et contrôle syndical d'une organisation proeuropéenne ».

S'appuyant notamment les classeurs pédagogiques CFDT de 2002 (*L'Europe : comprendre pour agir*), Benoît Verrier montre comment la CFDT passe des définitions de l'Europe à des redéfinitions syndicales autour de quatre axes : la promotion d'une Europe politique forte et fédérale et d'un modèle social européen ; la reconnaissance d'acteurs

collectifs ; un pouvoir de co-régulation socio-économique ; la promotion d'une Europe institutionnelle.

Il montre ensuite comment la formation joue un rôle d'homogénéisation de l'organisation syndicale. Se joue alors la construction de nouvelles pratiques syndicales donnant corps à l'engagement européen de la CFDT.

Les débats du Congrès de Grenoble, en juin dernier, montrent bien la nécessité du développement de cette pédagogie de l'Europe au sein de la CFDT pour conforter notre volonté syndicale d'une Europe forte et sociale.

**François Fayol**

**Francis Pavé (dir.)**

## **La modernisation silencieuse des services publics**

L'Harmattan, 2006. 196 pages, 18,50 euros

Ce livre présente les actes de deux colloques organisés par des associations de fonctionnaires : « L'administration innove... parlons-en », organisé en novembre 2001 par Services publics, et « Attirer des jeunes talents pour faire bouger le service public », par Penser public en juin 2003.

Avec le recul permis par une publication tardive, la lecture de ce livre émaillé de témoignages et

d'exemples très variés montre que « cela bouge » dans les administrations, bien souvent au plus près du terrain, là où des initiatives sont possibles... sans pour autant faire du bruit ou bénéficier d'une couverture médiatique. Mais aussi que des programmes nationaux de modernisation ont toute leur place, dès lors que le pilotage national ouvre la voie à des applications différenciés, tenant compte des contextes locaux.

Elle montre aussi que la gestion des ressources humaines des administrations, confrontée à un défi générationnel et dans le même temps à des modifications importantes de mission, de périmètre ou d'or-

ganisation, se dynamise avec un objectif clair : attirer et fidéliser les jeunes, diplômés ou non qualifiés.

**François Fayol**

**Lionel Jospin**

## **Le monde comme je le vois**

Gallimard, 2005. 326 pages, 19,50 euros

Lionel Jospin restera sans doute pour l'histoire le Premier ministre des emplois jeunes et de la RTT, chef d'un gouvernement qui tient ses promesses de diminution du chômage. Avec ce livre, il entre dans le débat qui parcourt la gauche française à la recherche d'un nouveau souffle et d'un candidat pour les présidentielles de 2007. Résolument optimiste comme dans *L'invention du possible* (1991), Lionel Jospin nous livre ses réflexions sur le monde et sa vision du futur.

Il s'élève contre « l'illusion » qui s'est répandue « que seule la voie capitaliste et de l'orthodoxie libérale apporterait la prospérité ». Les crises d'aujourd'hui sont bien celles du capitalisme puisqu'il est le seul à survivre comme mode de production. Constatant la faillite des systèmes globalisants et totalitaires et, en particulier pour la gauche, l'échec du communisme, il condamne tout autant un libéralisme économique qui ne permet pas de juguler la misère : « il faut chercher d'autres voies que les siennes ».

Alors, l'idéal républicain et démocratique, la justice sociale, l'attachement à la raison et à l'éducation sont-ils rongés par l'individualisme et sont-ils à ranger au placard des idéaux inaccessibles ? Pour Lionel Jospin, la réponse est sans appel : non, l'espoir doit continuer pour notre génération et les générations futures. Mais le développement humain doit être le but de l'économie qui ne doit pas se réduire à la compétitivité ou aux taux de profit. Cela nécessite des citoyens actifs et instruits, un rééquilibrage de la mondialisation, la recherche de valeurs universalistes malgré la diversité des cultures et des civilisations qu'il faut préserver, par une Europe qui respecte les Etats-nations mais qui se construit politiquement. Le « Non » du 29 mai 2005 a affaibli la France, que les défauts de l'Europe n'ont pas été corrigés et que le malaise est grand. « Le non est un refus, il n'a pas d'autre contenu » : il faut maintenant que les Français disent où ils veulent aller et construisent cette Europe sociale.